



Rennes, le 4 janvier 2021

Madame la Ministre,

Après 6 mois d'attente, nous avons reçu fin septembre une réponse négative à notre demande d'aide au titre du *Fonds de soutien aux médias d'information sociale de proximité* sollicitée en ligne au mois de février 2021. Une agente de la DRAC de Bretagne que nous avons enfin réussi à joindre par téléphone au mois de mai 2021 nous avait promis une réponse pour le mois de juillet. Elle est arrivée à la mi-septembre, après 18 mois de crise qui ont manqué avoir raison de notre existence.

Certes, nous nous réjouissons d'avoir enfin une réponse. Une réponse fort sommaire. Au demeurant, malgré 11 ans d'absence de soutien de votre ministère, Unidivers.fr a pu traverser cette crise sanitaire grâce à ses nombreux soutiens, notamment des collectivités locales.

Unidivers Unidivers.fr (*Unité dans la Diversité*, dans la veine de la devise fédératrice de l'Union européenne) Notre revue associative en ligne a été créée en 2011. Unidivers constitue un nouveau modèle de presse. Notre magazine humaniste social et solidaire est édité par une association Loi 1901. L'association réunit 4 permanents salariés (dont 2 RQTH), 3 services civiques, différents stagiaires et une vingtaine de bénévoles, dont 4 sont des rédacteurs hebdomadaires (Jacques Brélivet, ancien conservateur des bibliothèques Rennes ; Eric Rubert, ancien administrateur des impôts et rédacteur en chef de la revue Photos ; Marie-Anne Sburlino, journaliste retraitée, membre du jury du magazine Elle ; Michel Heffe, dessinateur professionnel retraité qui illustre l'actualité politique).

L'association est présidée bénévolement par Laurent Kontzler (enseignant) et la rédaction est dirigée par Nicolas Roberti (docteur de l'EPHE, écrivain et journaliste depuis 15 ans).

En terme économique, notre modèle repose sur 3 sources de revenus : annonceurs privés (50%), annonceurs publics (30%, Rennes Métropole, Opéra de Rennes, Champs libres, Triangle, etc.), subventions et aides à l'emploi associatif municipal et régional (20%, Mairie de Rennes, Rennes Métropole, Département d'Ille-et-Vilaine, Région Bretagne et Fond ESS). Les encaissements servent uniquement au fonctionnement du magazine et, principalement, à notre masse salariale et à son essor souhaité.

Notre ligne éditoriale est au service de la devise de l'Europe : « Unité dans la diversité ». D'inspiration humaniste, social et solidaire, notre Unidivers.fr œuvre à mettre en lumière l'actualité culturelle, artistique, environnementale, politique et ESS du territoire breton mais aussi, en marge, de l'hexagone. Le traitement de l'information à la fois professionnel et bienveillant privilégie les



sujets qui nous semblent contenir une charge positive susceptible de contribuer au mieux vivre ensemble. Notre magazine de presse associative s'efforce ainsi d'agir comme médiateur entre différents publics en croisant des contenus rédactionnels originaux aussi bien populaires que savants au profit d'un enrichissement de l'esprit critique et de la conscience citoyenne de nos lecteurs, du croisement des cultures et des publics à travers la promotion des acteurs locaux culturels, artistiques, environnementaux et relevant de l'Économie sociale et solidaire (dont une bonne partie n'est pas traitée par les autres éditeurs de presse locaux, soit Ouest-France et Le Télégramme).

Dans ce cadre, nous avons tissé des dizaines de partenariats, aussi bien avec des associations et équipements culturels, artistiques et ESS (Unidivers est membre de Réso Solidaire), mais aussi dans le monde académique (chaque année nous animons des cours d'initiation aux médias et des productions mutualisées de contenus, par exemple avec les élèves du lycée Bréquigny ou les détenus de la prison de Lorient dans le cadre d'une collaboration avec l'administration pénitentiaire visant à éduquer aux médias et contribuer au recul de la culture complotiste et fake news en prison).

La conviction des membres de la rédaction d'Unidivers : l'information et la médiation culturelles sont l'ultime rempart contre toute forme d'idolâtrie, autrement dit contre toutes les forces de dislocation du tissu socio-politique démocratique et républicain. Le concept opératif fonctionne bien, voire très bien. Nous sommes le 3^e éditeur de presse breton le plus consulté (derrière Ouest-France et le Télégramme qui sont bien sûr largement devant nous, mais qui sont des médias généralistes ; devant tous les autres sites de presse régionaux, quelle que soit leur spécialité).

Notre lectorat réunit entre 1 et 2 millions de lecteurs par mois pour 2 à 3 millions de pages vues. 50 à 100 000 dans le pays rennais, 100 à 150 000 en Ille-et-Vilaine, 250 à 400 000 en Bretagne + Pays de la Loire, 600 à 700 000 dans le Grand Ouest ; 550 à 600 000 en Île-de-France ; + de 50 000 à l'étranger.

En résumé, malgré toutes les difficultés que nous rencontrons et une situation épineuse pour toute la presse, notre magazine à la fois local et national, à la fois populaire et savant, à la fois informatif et critique, à la fois promoteur de littérature et de toutes petites initiatives ESS de qualité, a rencontré en 10 ans le succès.

Des déceptions en cascade

Unidivers.fr a été reconnu Service de presse par la CPPAP en août 2012 puis 39 bis A « service qualifié d'information politique et générale (niveau 1) » en janvier 2015 et agrément presse article 298 septies du CGI de la DRFP Bretagne dans la foulée avant que... l'IPG nous soit retiré en 2019 brisant net notre projet de lancement de notre première déclinaison hebdomadaire papier : *Unidivers Rennes – vos actualités culturelles, artistiques, sociales et solidaires* alors même que nous avons réussi à obtenir pour notre développement un emploi associatif par la Région Bretagne et un autre par la Ville de Rennes. Premier accroc.



Bis repetita ? Oui. Nous introduisîmes notre première demande d'aide au Fonctionnement et au développement du FDSP en 2012. La constitution de notre dossier fut faite en collaboration avec Fabien Tosolini et Mireille Nahmany avant d'être communiqué par voie postale le 22 septembre 2012. À la demande de Mireille Nahmany, nous envoyâmes le 3 octobre quelques pièces complémentaires. Notre dossier fut validé et nous reçûmes début février 2013 la lettre d'engagement signé par Madame la Ministre Aurélie Filippetti (2012-FSDP-2-067). À réception, nous appelâmes Mireille Nahmany qui nous confirma que nous pouvions sans attendre procéder à l'achat des outils de production pour lesquels cette subvention nous était allouée. Ce que nous fîmes. Pour autant, jamais les 6000 euros promis ne nous furent versés. Pourquoi ?

Parce que le 19 février 2013 Madame Laurence Franceschini nous a informés qu'elle ne croyait pas dans notre magazine et qu'elle nous retirait purement et simplement l'aide que nous avait accordée la ministre ! L'histoire lui donnera tort... Coup dur pour nos finances. Comment expliquer ce fort dommageable dysfonctionnement et cette absence de valeur de l'engagement d'une ministre de la République ?

Ter repetita ? Oui. En 2017, après un échange à l'opéra de Rennes avec Michel Roussel, nous avons envoyé une demande d'aide à la DRAC Bretagne en mars 2017. Mais, confirmant que la DRAC n'apportait pas de soutien direct au service de presse nationalement reconnu 39 bis A B ou IPG, Laurence Deloire nous a mis en lien à l'échelon national avec Jérôme Vidal qui nous a informés qu'en tant « que service de presse en ligne reconnu 39 bis A par la CPPAP, vous pouvez déposer un dossier de projet d'investissement pour *Unidivers* auprès du Fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP). » Nous reçûmes les documents à remplir.

Des documents assez complexes pour une structure associative au fonctionnement simple que nous peinions à remplir, comme nous l'avons expliqué en avril 2017 à Jérôme Vidal, Laurence Deloire, Mireille Nahmany, Lucas Portillo et Emilie Faugère. Pour autant, nous ne reçûmes aucune aide et dûmes nous débrouiller par nous-mêmes. Nous réussîmes bon an mal an à les remplir (malgré la complexité qu'on pourrait croire destiner à décourager les petits éditeurs de presse qui ne sont pas en mesure de s'offrir les services de cabinets comptables onéreux ou les spécialistes de montages de dossier de subventions ; de fait, c'est un métier qui semble prospérer...).

Nous adressâmes le tout par mail le 25 septembre. Un mois plus tard, Emilie Faugère nous a rappelés puis a envoyé par mail une nouvelle version des trois documents (2 Excel et 1 Word) qu'il convenait de remplir à nouveau. Ce que nous fîmes. Nous les retournâmes au FSDP DGMIC fin décembre 2017. Nous patientâmes. Personne ne nous rappela. Nous téléphonâmes en février ou mars pour nous entendre dire qu'il fallait patienter. Nous patientons depuis 4 ans.

Dysfonctionnements continus et inégalités de traitement

Que constatons-nous ? Une première demande d'aide accordée en 2013 n'est pas versée et met notre rédaction dans l'embarras car un agent en a décidé ainsi. Une deuxième demande d'aide en 2017 qui met du temps à être constituée ne donne... rien. Cette même personne a-t-elle jeté notre dossier au rebut ? « Ne donne rien », ce n'est pas exact... Quelques mois après, nous apprenons avec effroi que nous avons été sanctionnés : notre reconnaissance 39bis A nous a été retiré.



Que nous reste-t-il comme possibilité ? Rien. Rien, une fois compris ce qui semble patent : les demandes de subventions presse sont réservées à certains éditeurs et que tout est fait pour décourager, voire mettre des bâtons dans les roues, de ceux qui n'ont pas les faveurs de l'institution.

Malgré ce traitement injuste, qui est à l'opposé de la doctrine censée présider au fonctionnement du service public, nous arrivâmes bon an mal an à développer localement notre magazine. Mais le déploiement régional était remis *sine die* faute d'un soutien, même minime, du ministère de la Culture.

La crise sanitaire venue, notre trésorerie s'effondra. Nous pûmes heureusement compter sur les collectivités locales et le Fonds ESS qui tous reconnaissent la qualité et l'utilité de notre magazine de presse. Cela étant, notre rédaction osa penser : dans une telle situation de crise nationale, il n'est pas pensable que le Ministère et la DRAC puissent encore nous claquer la porte au nez ?! D'autant que nous venions de découvrir avec stupeur le soutien apporté par la DRAC Bretagne depuis 2017 à deux autres éditeurs de presse de la région, le site *Kub* et le site *Les infos du pays Gallo*, et ce alors même que la DRAC à la même époque nous avait répondu que les éditeurs de presse d'information politique et générale relevaient de la compétence de Paris. Pourquoi cette préférence, ce favoritisme ?

Aussi ne nous restait-il plus qu'à tenter la seule ligne de subvention qui demeurait : le Fonds de soutien aux médias d'information sociale de proximité. Mais la DRAC Bretagne a rejeté mi-septembre notre demande au motif qu'Unidivers ne serait pas « un éditeur d'information sociale de proximité ».

C'est pourtant un versant constitutif de notre ADN...

Demande de justice et rétablissement dans nos droits

C'est pourquoi, Madame la Ministre, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir répondre à nos différentes questions, lesquelles sont susceptibles de nous conduire à comprendre ce qui nous apparaît constituer aussi bien un fonctionnement défaillant, une inégalité de traitement, voire un mauvais traitement, par vos services de certains médias, dont le nôtre.

1. Pourquoi les demandes d'aides de notre magazine associatif se voient-elles retoquées à chaque fois par votre ministère alors qu'il appert que notre magazine remplit toutes les conditions – administratives et doctrinales – d'obtention d'une aide aussi bien qu'il produit un vrai et beau travail au service de notre société, de la République et de nos contemporains ?

2. Pour autant, l'humilité critique nous a poussés à interroger la responsabilité de chacun dans la suppression de notre reconnaissance 39 bis. Pour mieux comprendre le fonctionnement de son attribution par la CPPAP, nous venons d'examiner avec soin les sites des éditeurs de presse en ligne recensés dans la liste officielle constituée de quelque 1200 entrées. Il s'agissait de saisir la



logique concrète qui commande l'application des textes réglementaires par la CPPAP. C'est avec stupéfaction que nous avons constaté que – contrairement à Unidivers – plus de la moitié des éditeurs en ligne qui bénéficient d'une reconnaissance IPG, 39 bis A ou 39 bis B n'affichent soit aucune mention légale soit des mentions très incomplètes. Or, l'affichage de certaines mentions légales est obligatoire et indispensable pour obtenir simplement un numéro de commission paritaire. Madame la Ministre, comment est-ce possible que la majorité de ces éditeurs soit reconnue au titre de l'article 39bisa ou 39bisb, alors que ceux-ci ne respectent même pas les conditions liminaires pour être reconnus Service de presse et obtenir un numéro de commission paritaire ?

3. *A fortiori*, aux termes de l'article 2 du décret du 29 octobre 2009, « sont considérés comme d'information politique et générale les services de presse en ligne dont l'objet principal est d'apporter, de façon permanente et continue, des informations, des analyses et des commentaires sur l'actualité politique et générale locale, nationale ou internationale susceptibles d'éclairer le jugement des citoyens. Ces informations doivent présenter un intérêt dépassant significativement les préoccupations d'une catégorie de lecteurs. L'équipe rédactionnelle doit comporter au moins un journaliste professionnel, au sens de l'article L. 7111-3 du code du travail. »

Dès lors, pourriez-vous, Madame la Ministre, nous expliquer en quoi le site <http://www.basketeurope.com> qui ne traite uniquement que de matchs et du mercato dudit sport soit reconnu Service de presse d'information politique et générale (IPG) ? Ce site ne délivre aucune information à résonance politique pas plus que générale, son activité étant précisément dédiée à une niche sportive, en l'occurrence le basket.

Comme nous sommes en Bretagne, prenons les Infos du pays gallo (<https://www.lesinfosdupaysgallo.com>) qui bénéficie d'une IPG. Ce site est entièrement dirigé par une seule personne : Jacky Guyon qui est un journaliste retraité. Les infos locales délivrées s'avèrent dans une ligne proche d'un bon magazine municipal ou de communautés de communes. Comment se fait-il, Madame la Ministre, que ce titre reçoive l'aide du ministère de la Culture et de la Communication à travers la DRAC Bretagne depuis 2017 alors que ladite DRAC nous a répondu la même année qu'il n'était pas dans son périmètre de compétences d'aider des éditeurs de presse 39 bis ou IPG se dédouanant ainsi d'une réponse appropriée à notre demande de soutien ?

Proche de ce que fait Unidivers, mais pour le coup sans aucun article à caractère politique ou économique ou environnemental, « Toute La Culture est un magazine d'information pluridisciplinaire et national. Il regarde notre société par les yeux des tendances et de la culture. Fondé en 2009, il est reconnu comme journal en 2012 puis d'Information Générale et Politique (ICP), en 2017 ». Et ce, alors même que le site n'affiche aucune mention légale. Madame la Ministre, comment cet état est-il possible ?

<https://elucid.media/> est un nouveau media datant du 6 octobre 2021. Il possédait une IPG avant même sa parution. Madame la Ministre, comment ce miracle est-il possible ?

<http://www.lespotinsdangele.com> un blog personnel qui affiche à ce jour... 3 publications (en anglais). Aucune mention légale, mais une IPG... Vraiment ?



<https://www.dossierfamilial.com> « Dossier Familial, votre expert de confiance pour vos projets et vos démarches du quotidien. Le Magazine Dossier Familial est la propriété de la Société Uni-Médias, société éditeur présente en France par ses différentes publications. Dossier Familial informe ses lecteurs sur les actualités et les événements liés à la vie quotidienne et aux moments clés de la vie du client. » On ne voit pas en quoi Dossier familial cocherait les cases réglementaires pour être reconnu IPG... Et pourtant...

Arrêtons-nous là, la liste* en l'état suffit à effarer...

4. En sus de ces refus répétés de nous aider par la DGMIC puis la DRAC Bretagne, Unidivers s'est vu retirer il y a 2 ans son inscription au titre du 39 bis au motif que notre magazine ne serait pas assez politique. Quelque chose nous échappe.

Toujours selon les textes en vigueur, « *Il a également été décidé de reconnaître le caractère d'IPG à des services qui traitent majoritairement l'actualité sous un angle particulier (ex. : économie, développement durable...), sous réserve d'une approche politique ainsi que d'un traitement d'informations diversifiées et accessibles à un large lectorat. Ces informations doivent dépasser de façon significative les préoccupations d'une catégorie de lecteurs et traiter de sujets divers susceptibles de recueillir l'intérêt d'un public large et varié. Si l'actualité peut être abordée sous un prisme particulier (par exemple une religion ou une orientation politique), elle ne doit pas s'adresser de façon quasiment exclusive à un lectorat particulier (ex. : professionnels d'un secteur).* »

Comment expliquez-vous, Madame la Ministre, ce retrait il y a 2 ans du 39 bis A à notre magazine de presse associative animée par des journalistes professionnels salariés et qui :

- s'emploie à éclairer auprès de nos citoyens la vie culturelle, artistique, économique sociale et solidaire et environnementale, mais aussi politique de Rennes et de la Bretagne ;

- affiche toutes les mentions légales, comme nous l'a certifié vos services, pris en la personne de l'une de vos agents, Axelle Hovine, laquelle s'est montrée autant à l'écoute attentive de nos questions que pertinente dans ses réponses ;

- alors que des magazines, dont nous ne nous permettrons pas de juger de la qualité, se voient reconnaître ce statut alors qu'ils sont des sites d'information intraprofessionnelle, voire des blogs personnels ou des newsletters d'agrégation, voire, pire, n'existent tout simplement pas ?

5. Ces précédentes questions nous conduisent à une interrogation globale relative aux aides à la presse. Le Spiil a réitéré son appel à une réforme profonde des aides directes à la presse pour les mettre au service de l'innovation et du pluralisme. Ce qui n'est pas le cas – hélas – depuis des années ; un état pathologique qui encourage en France – jour après jour – une monopolisation et une standardisation de l'information au détriment d'un pluralisme vivifiant des points de vue.

Cette répartition des aides ne démontre-t-elle pas que le ministère de la Culture et de la Communication, en préférant systématiquement épauler les baronnies de la presse – au détriment des jeunes éditeurs de la start-up nation chère au vitalisme du Président de la République –

s'affiche comme le dernier ministère à ne s'être pas défait d'une culture d'Ancien régime où la règle est l'inégalité de traitement et le favoritisme ?

Nous comptons évoquer ce profond problème et ce malaise devenu insoutenable pour notre magazine associatif, dont Unidivers.fr n'est qu'une victime parmi d'autres, avec vous Madame la Ministre lors de votre venue à Rennes au mois mars dernier afin de visiter notamment le nouvel Antipode. Mais il s'avère que votre équipe avait réservé l'exclusivité de la communication de vos impressions à l'opérateur local d'information Ouest-France, tous les autres éditeurs de presse locaux s'étant vus refuser leur accréditation par les services de la Préfecture.

Vous remerciant par avance de vos bienveillantes réponses aux questions légitimes que notre rédaction comme nombre de nos lecteurs se posent, nous vous remercions de demander à vos services comment s'explique le non-versement des 6000 euros de subventions promis en 2013, de demander à la CPPAP de reconsidérer notre classement et de demander à la DRAC Bretagne de revoir notre demande afin que nous puissions légitimement restaurer notre statut de presse d'information politique et générale et bénéficier du soutien de l'État, autrement dit d'une administration juste et bienveillante au service du pluralisme de la presse et de la vitalité démocratique.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, en mes sentiments les plus respectueux.



*** Liste non-exhaustive de magazines de presse reconnus par la CPPAP au titre du 39 bis A ou B qui ne respectent pas (du tout) les textes en vigueur.** La majorité est constituée de magazines professionnels dont l'information aucunement ni politique ni générale ne s'adresse qu'aux professionnels d'un secteur professionnel, autrement à un lectorat catégoriel, particulier et restreint. En pratique, ces titres sont fondés à recevoir des aides du ministère de la Culture et de la Communication alors que leur activité ne génère chez leurs lecteurs spécifiques aucune retombée en faveur de l'édification d'une conscience critique et d'une culture républicaine.

<https://www.auto-infos.fr> « Le business automobile, vente et après-vente »

<http://www.porcmag.com> « Porc mag aux côtés des éleveurs »

<https://www.tolerie-mag.com> « Le magazine de l'industrie de la tôle, du tube et du profilé »

<http://www.referencecarrelage.com> « Le magazine des professionnels de la filière carrelage ».

<https://www.edp-audio.fr> « Le premier site d'information 100% dédiée à l'Audiologie »
<http://aleteia.org> Un magazine catholique radical en anglais. À la une, un article éminemment politique : « *7 ways the saints can help you sleep better at night* »...

<https://culotcreative.com/> « Nous mettons notre expertise des réseaux sociaux au service des entreprises, pour diffuser des contenus originaux, inclusifs et féministes. » Depuis sa création en 2020, moins de 10 contenus ont été publiés.

<https://www.misstweed.com> le blog personnel d'une certaine Astrid Wendlandt « Des informations sur le luxe et la mode que vous ne lirez pas ailleurs » Une Astrid qui a visiblement le bras long...

<https://valgirardin.fr/mentions-legales/> blog personnel d'actu agenda et city tour d'Anne-Marie Leca. Cette dame n'est pas journaliste professionnelle, mais a visiblement aussi le bras long

<https://www.rayon-boissons.com> « Le magazine des boissons en grande distribution »

<https://www.entraid.com> « Le magazine du tracteur et du machinisme agricole. »

<https://typographe.fr> « Typographe est un collectif d'écrivains ». Aucune mention légale et... une seule publication en tout et pour tout (une pub pour un livre)...

<https://www.gerantdesarl.com> « L'assistant du gérant de SARL »
<https://www.processalimentaire.com> « Le magazine des industriels de l'agroalimentaire »
<https://pdm-seafoodmag.com> « Les produits de la mer ! »

<https://lessurligneurs.eu> un magazine de droit, sans doute intéressant, mais qui est animé par aucun journaliste, mais un collectif d'enseignants en droit

<http://www.mindhealth.fr> « Mind Health, l'actualité de la mutation numérique des services financiers »



<https://npi-magazine.com> « NPI s'adresse aux professionnels, opérateurs, entreprises du secteur fluvial (marchandises et passagers), du monde portuaire (intérieurs et maritime), de la logistique, sans oublier les chargeurs, gestionnaires d'infrastructure, organismes publics. »

<https://www.dentaire365.fr> « Au service des praticiens et des industriels de l'univers dentaire. Plateforme d'information cross-média rassemblant les contenus des titres leaders Solutions Cabinet Dentaire, Dentoscope et Orthophile, /dentaire365/ est une expérience digitale destinée aux professionnels du monde dentaire. »

<https://www.lerevenu.com> « Le Revenu, conseils boursiers et placements financiers en continu »

<https://www.larevuedupraticien.fr> « La Revue du Praticien, organe de formation médicale continue, propose un site internet et publie deux revues : l'une mensuelle, La Revue du Praticien, accompagnée du supplément Les Items de La Revue du Praticien pour les étudiants, l'autre bi-mensuelle, La Revue du Praticien Médecine Générale.

<https://www.larevuedupraticien.fr> est destiné aux professionnels de santé. Il est réservé aux abonnés (médecins généralistes, médecins spécialistes, étudiants, infirmiers et autres professionnels de santé)“

<https://www.ideal-investisseur.fr> “Le magazine qui donne du sens à votre argent”

<https://www.supplychainmagazine.fr> “Le média des décideurs de la Supply Chain”

<https://www.recyclage-recuperation.fr> “Le quotidien du recyclage”

<https://docteurimago.fr> partage cette incroyable nouvelle politique : “Le score PI-QUAL jugé fiable pour évaluer la qualité de l'IRM de la prostate” !

<https://www.finances-hospitalieres.fr> “la lettre des décideurs économiques et financiers des hôpitaux”

<https://alimentation-generale.fr> “L'agence Alimentation Générale est spécialisée dans les champs de l'alimentation, de l'agriculture et de la gastronomie. Elle propose conseil et études ; conception et production d'événements ainsi qu'une réflexion sur vos enjeux de communication et le déploiement d'objets éditoriaux.”

<https://www.concourspluripro.fr> “Le magazine de l'exercice médical coordonné” <http://www.edp-biologie.fr> » La référence professionnelle de la biologie médicale » <http://www.lecheval.fr> « L'actualité des sports équestres »

<https://www.laselectiondujour.com> Une publication par jour, laquelle synthétise un article écrit par un autre journaliste (Le Monde, Le Figaro, etc.) à laquelle elle renvoie.

<https://librinfo74.fr> L'Association Annecienne pour la Promotion de la Liberté d'Expression (AAPLE) avec en ce jour où nous vous écrivons un seul article, mais à l'impact politique affolant : « Samedi 2 octobre, marché paysan et visite de ferme au petit chaperon vert. »

<https://musique-journal.fr/> / Un magazine musical dénué de toute information politique et de toute mention légale.

<https://thegazeofaparisienne.com/> / Un magazine culturel dénué de toute information sociale ou politique.

<https://zoolemag.com> « Bienvenue sur le site ZOO - Découvrez les actualités, les BD, mangas, comics et albums jeunesse » Aucune mention légale.

<https://www.toutsurmesfinances.com> « Le média premium sur les finances personnelles. ToutSurMesFinances.com a obtenu le numéro de Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP) 0620 Z 93724, en qualité de service de presse en ligne d'information politique et générale (IPG) reconnu du régime juridique de la presse. »

<https://www.sante-rh.fr> » revue de gestion du personnel médical et hospitalier des établissements de santé »

<https://www.batiactu.com> « Informations et solutions digitales pour la construction »

<https://www.droit-patrimoine.fr> « toute l'actualité du droit & de la gestion patrimoniale »

<https://www.tribune-assurance.fr> « votre actualité assurance »

<http://www.thefinancialnewswire.fr> « toute l'actualité des marchés financiers en temps réel. deux leaders de l'information financière s'allient pour un contenu inégalé : Dow Jones et Agefi. »

<https://www.lja.fr> « toute l'actualité du droit des affaires » <https://www.a3dm-magazine.fr> « A3DM : la plateforme d'information spécialisée en fabrication additive »

<https://www.controles-essais-mesures.fr/> « Essais Mesures, la revue des technologies et applications pour les laboratoires et l'industrie. »

<https://www.profession-pharmacien.fr>
<https://www.financierterritorial.fr...>

<https://www.filiere-avicoles.com>

A cette liste confondante s'ajoutent : **des sites 39 A ou B qui ne fonctionnent pas ou n'existent pas tels que** : <https://l'imprevu.fr> <http://sans-transition-magazine.info> <https://beaview.fr> <https://www.filfax.com> <https://www.terresdecognac.fr> <http://www.actu.nc> **et plusieurs newsletters d'éditeur qui ne reposent sur aucun magazine de presse ni production éditoriale.**